# Plusieurs alternatives au remboursement de la dette publique

05/03/2011 à 7h00

**Imaginons qu'en 2012, le nouveau Président décide de rembourser, autant que faire se peut, la dette publique. Bien évidement, il se rendra compte que les administrations publiques, ne pouvant déjà pas payer plus de 50 milliards d'intérêts par an sur une dette qui sera, à fin 2011, de plus de 1.700 Md€, ne peuvent non plus absolument pas rembourser un centime du capital formant la dette.**

Même en diminuant d'une façon considérable le nombre de leurs fonctionnaires et en réduisant de toute part les dépenses (car la réduction des revenus de tous, c'est en même temps la réduction de leurs dépenses, donc une baisse du PIB, donc une baisse des recettes fiscales), même en augmentant les impôts des classes moyennes déjà exsangues (avec également la conséquence sur l'activité).

Donc, il ne reste qu'une seule solution : la monétisation directe par la Banque de France. »

***Suite et commentaires sur Fortune***